



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
CEMR
Poissy

Lundi 20 mai 2024

Nouvelle-Calédonie : le temps des colonies, ça suffit !

Solidarité avec les Kanak !

Magasins et voitures en flammes, barrages routiers, affrontements, jeunes tués par balle... La révolte des Kanak rappelle que ce « territoire d’Outre-mer français » est, en réalité, une colonie. La révolte fait suite à des manifestations massives contre le projet d’élargir le corps électoral aux colons installés depuis 10 ans. Une décision que Darmanin et Macron justifient au nom de la démocratie... Mensonge ! Si c’était vrai, pourquoi n’accordent-ils pas le droit de vote à tous les immigrants vivant et travaillant ici depuis plus de dix ans ? Pourquoi avoir promulgué une loi anti-migrants sous la dictée du Rassemblement national ?

Macron veut s’assurer que sur ce territoire à 17 000 kilomètres de la France, le peuple kanak reste minoritaire sur ses propres terres en dépit de son droit à l’autodétermination.

Mensonges et brutalité coloniale

Le gouvernement ne répond que par la répression et la calomnie, déployant le Raid et le GIGN : 1 000 flics envoyés en plus des 1 700 déjà sur place, auxquels s’ajoutent 600 militaires. Le tout appuyé par des blindés, des hélicoptères et même des avions. Environ un flic ou militaire surarmé pour trente Kanak. Et toutes ces forces de répression laissent faire les milices armées de colons, déjà responsables de la mort de plusieurs Kanak.

Darmanin calomnie les mouvements indépendantistes traités « *d’organisations mafieuses* ». Le même Darmanin qui accuse d’antisémitisme ou de soutien du terrorisme ceux qui protestent contre le génocide de l’État israélien à Gaza. Qui traitait de délinquants ceux qui avaient protesté contre le meurtre de Nahel par la police l’an dernier.

Retour au calme ou à l’ordre colonial ?

Pendant que la droite applaudit à la répression, la gauche (PCF, PS, LFI) appelle au calme et au dialogue, invoquant Mitterrand, Rocard ou Jospin. Mais ce sont les socialistes qui avaient cherché à imposer, en 1984, un nouveau statut de l’archipel, initiant une vague d’affrontements, sous Mitterrand-Chirac, avec le massacre en 1988 de 19 indépendantistes dans l’assaut de la grotte d’Ouvéa. Le « dialogue » instauré par la suite fut surtout une manière de lanterner la population avec des référendums bidon promis pour quarante ans plus tard... Nous voilà quarante ans plus tard : et aucun problème n’est réglé.

Comment pourraient-ils l’être ? Des référendums peuvent-ils supprimer les inégalités criantes de la région ? Mettre fin aux salaires de misère ? Faire cesser l’exploitation du nickel, la grande richesse de l’archipel, et des hommes par des compagnies capitalistes ? Supprimer les bidonvilles ?

Les émeutes ont interrompu le ravitaillement, des poches de transfusion manquent dans les hôpitaux, nous dit-on. Mais ce manque de tout, c’est déjà le quotidien des exploités et des colonisés ! 25 % des Kanak sont au chômage, des milliers d’entre eux dépendent de l’aide alimentaire.

Là-bas, comme ici, ceux qui travaillent et créent les richesses sont traités comme des moins que rien, dépossédés de tout.

En Kanaky comme ici : urgence révolution !

Le point de départ de la révolte est anti-colonial. Elle a pour toile de fond la misère dans l’archipel. Parmi les révoltés, il y a de nombreux jeunes Kanak, mais aussi des jeunes des familles originaires d’autres îles d’Océanie ou du Vietnam. En Kanaky, comme ailleurs, c’est toute une société inégalitaire et violente qu’il faut renverser, en s’opposant à l’État qui la défend.

Alors à ces élections européennes du 9 juin – où voteront d’ailleurs des Océaniens, des Antillais, des Africains –, pour dire clairement que le temps des colonies est bien fini, en Kanaky, à Mayotte, en Palestine et partout, votez pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! » conduite par Selma Labib et Gaël Quirante.

La stratégie des patrons voyous

Ce lundi 13 mai, le tribunal de commerce de Bobigny a prononcé la liquidation judiciaire de l'entreprise sous-traitante d'emboutissage MA France d'Aulnay. Depuis le mardi 16 avril, la quasi-totalité des 280 salariés de l'entreprise MA France s'est mise en grève pour obtenir une prime supra-légale de licenciement de 70 000 € net.

Avec le soutien de la direction de Stellantis, leur patron a tenté de leur faire reprendre le travail en proposant 3 000, puis 45 000 euros mais ils devaient répondre en urgence avec un chantage agressif : c'est ça ou rien. Les salariés ont refusé, ils voulaient des indemnités réelles, pas du vent ni d'un accord sans valeur. Ça sentait trop l'arnaque !

Le patron a finalement dévoilé ses intentions, le 6 mai en demandant lui-même la liquidation de son entreprise dans le but de ne payer que le strict minimum légal pour licencier, trois fois rien.

La lutte continue !

Les salariés de MA France ne baissent pas les bras pour autant. Ils savent que pour obtenir des indemnités de licenciements correctes, ils n'ont pas d'autre solution que de se mobiliser et de faire parler d'eux. Jeudi dernier ils se sont rassemblés avec leurs soutiens devant le ministère de l'Economie à Bercy et jeudi prochain ils seront à Poissy, pour se faire entendre de Stellantis devant le siège ou devant l'usine. Car Stellantis est aussi responsable de leur situation, alors Stellantis aussi doit payer !

Tavares en campagne

Tavares était invité sur le plateau de France 2 jeudi dernier. Après ses annonces concernant la distribution des véhicules Leapmotor, il s'est dit opposé aux barrières douanières qui renchériraient les coûts et donc la possibilité d'accéder aux véhicules à bas prix... Tavares se la joue défenseur du pouvoir d'achat mais c'est surtout les profits des actionnaires qu'il compte protéger. Si les véhicules électriques se vendent difficilement c'est justement à cause du gel des salaires et de suppressions d'emploi que le patronat impose et lui-même en est un grand adepte. Sur sa rémunération indécente, il s'en est de nouveau remis à une hypothétique loi sachant très bien qu'une très grande partie des représentants politiques s'opposent à ce type de mesure.

Je t'aime moi non plus

Ca y est Stellantis va lancer la vente de voiture électrique Leapmotor en Europe dans son propre réseau en 2024. Après avoir été le pourfendeur de la

« concurrence Chinoise » Tavares s'en fait le promoteur. On n'est pas à une contradiction près. Les chefs de service sont maintenant envoyés au front pour nous expliquer la subtile et cohérente stratégie du Grand Timonier. Agiter l'épouvantail de la concurrence, Chinoise japonaise, allemande ça dépend des périodes, c'est pour tenter de nous faire avaler toujours plus de couleuvre et nous imposer tout genre de sacrifices sur l'autel de la compétitivité que l'on soit ici ou de l'autre côté du globe. Notre business plan à nous ce doit être de s'organiser pour défendre nos intérêts contre ceux des patrons, d'où qu'ils soient.

Les cadeaux de Macron aux super-riches

Lorsqu'il a supprimé l'ISF en 2018, Macron jurait que c'était pour « [...] l'investissement en direction de l'économie réelle, de la recherche, des usines, de la production », bref « une réforme pour produire, pas un cadeau pour les plus fortunés ».

Six ans plus tard le bilan est accablant. La Cour des comptes dit n'avoir vu aucun « ruissellement » de cette richesse vers l'économie réelle mais, de plus, selon le Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital, cela représente chaque année un manque à gagner de 4,5 milliards d'euros pour les finances publiques.

Le NPA-Révolutionnaires sera candidat aux élections européennes de juin 2024.
Contre les patrons, contre l'extrême-droite, pour un parti qui organise et défend les travailleurs !